

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

Nom : Ivry-sur-le-Lac

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la
Municipalité d'Ivry-sur-le-Lac,

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la MUNICIPALITÉ D'IVRY-SUR-LE-LAC (la « Municipalité »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2019 et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la MUNICIPALITÉ D'IVRY-SUR-LE-LAC au 31 décembre 2019, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la MUNICIPALITÉ D'IVRY-SUR-LE-LAC inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Municipalité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Municipalité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Municipalité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Municipalité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Municipalité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Municipalité à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

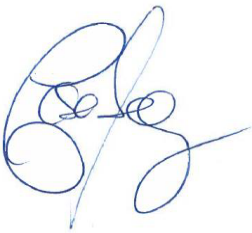
RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Amyot Sélinas, s.e.n.c.r.l.

Comptables professionnels agréés



LISE GUAY, CPA auditrice, CA

Sainte-Agathe-des-Monts, 2020-04-01

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	Réalizations 2018		Budget 2019	Réalizations 2019	
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus					
Fonctionnement	1	1 383 737	1 443 538	1 659 710	1 665 174
Investissement	2			6 137	6 137
	3	1 383 737	1 443 538	1 665 847	1 671 311
Charges	4	1 363 324	1 338 738	1 374 125	1 365 226
Excédent (déficit) de l'exercice	5	20 413	104 800	291 722	306 085
Moins : revenus d'investissement	6	()	()	(6 137)	(6 137)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	20 413	104 800	285 585	299 948
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Amortissement des immobilisations	8	112 857		114 547	126 846
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9				
Remboursement de la dette à long terme	10	(82 600)	(84 800)	(84 800)	(126 491)
Affectations					
Activités d'investissement	11	(1 653)	(20 000)	(40 674)	(40 984)
Excédent (déficit) accumulé	12	79 496		258	258
Autres éléments de conciliation	13	(396)		2 261	27 464
	14	107 704	(104 800)	(8 666)	(12 907)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	128 117		276 919	287 041

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

		2018	2019	2018
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	325 114	641 401	344 646
Débiteurs	2	249 877	107 184	258 965
Placements de portefeuille	3	4 970	106 178	4 970
Autres	4			
	5	579 961	854 763	608 581
Passifs				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6			
Dette à long terme	7	444 653	361 481	632 215
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8			
Autres	9	176 561	165 724	182 676
	10	621 214	527 205	814 891
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(41 253)	327 558	(206 310)
Actifs non financiers				
Immobilisations	12	3 060 870	2 980 304	3 276 894
Autres	13	6 140	9 617	7 515
	14	3 067 010	2 989 921	3 284 409
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	15	411 617	688 536	429 695
Excédent de fonctionnement affecté	16		14 262	
Réserves financières et fonds réservés	17			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	18 () () (247) (
Financement des investissements en cours	19			5 802
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20	2 614 140	2 628 943	2 642 717
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	21			
	22	3 025 757	3 317 479	3 078 099

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23-1

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
-	23		
-	24		
-	25		
-	26		
-	27		
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32		
Organismes contrôlés et partenariats	33	14 262	
	34	14 262	
Réserves financières et fonds réservés			
Administration municipale	35		
Organismes contrôlés et partenariats ¹	36		
	37	14 262	

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S15 et S23-1

**SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	366 900
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	1 575 172

Extrait du rapport financier, page S25

**SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019 Total consolidé	2018 Total consolidé
Dettes à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	527 808	640 556
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6		
Dettes à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises ¹	7		
Autres	8		
Dettes en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	9		
	10	527 808	640 556

1. Incluant les revenus futurs découlant des ententes conclues avec le Gouvernement du Québec.

Extrait du rapport financier, page S37

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Réalizations 2018	Budget 2019	Réalizations 2019	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	11	1 182 300	1 305 562	1 313 098	1 313 098
Compensations tenant lieu de taxes	12				
Quotes-parts	13				
Transferts	14	73 532	68 866	106 699	108 128
Services rendus	15	14 856	10 810	13 595	14 583
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	16	102 824	53 300	203 827	204 306
Autres	17	10 225	5 000	22 491	25 059
	18	1 383 737	1 443 538	1 659 710	1 665 174
Investissement					
Taxes	19				
Quotes-parts	20				
Transferts	21			6 137	6 137
Autres	22				
	23			6 137	6 137
	24	1 383 737	1 443 538	1 665 847	1 671 311

Extrait du rapport financier, page S12

**SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2019	Réalizations 2019			Réalizations 2019	Réalizations 2018
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Administration générale	1	502 421	491 506	3 526	495 032	495 032	563 730
Sécurité publique							
Police	2	227 500	232 688		232 688	232 688	227 316
Sécurité incendie	3	1 999	1 988		1 988	1 988	2 030
Autres	4	1 000	9 834		9 834	9 834	780
Transport							
Réseau routier	5	342 450	263 427	96 646	360 073	360 073	342 617
Transport collectif	6						
Autres	7						
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8						
Matières résiduelles	9	96 461	99 876	2 822	102 698	88 923	97 468
Autres	10	19 000	18 898		18 898	18 898	216
Santé et bien-être	11						
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	101 121	96 175	1 931	98 106	98 106	64 165
Promotion et développement économique	13	10 424	11 316		11 316	11 316	8 323
Autres	14						
Loisirs et culture	15	21 362	18 676	9 622	28 298	28 298	28 402
Réseau d'électricité	16						
Frais de financement	17	15 000	15 194		15 194	20 070	22 574
Effet net des opérations de restructuration	18						
	19	1 338 738	1 259 578	114 547	1 374 125	1 365 226	1 357 621
Amortissement des immobilisations	20		114 547	(114 547)			
	21	1 338 738	1 374 125	0	1 374 125	1 365 226	1 357 621

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3